

**De nouvelles voix s'élèvent pour dénoncer le mandat de la Commission d'examen**

**Montréal, le 31 mai 2013** – À la veille du début des travaux de la Commission spéciale d'examen des événements du printemps 2012, de nombreuses organisations unissent leur voix pour dénoncer le mandat que le gouvernement a donné à la commission et pour réitérer leur demande d'enquête publique.

Dans une déclaration conjointe, des groupes communautaires et de défense des droits, des organisations syndicales et des groupes affinitaires demandent de nouveau une enquête publique et indépendante sur les événements du printemps 2012 ayant le mandat suivant :

- Questionner les opérations policières: les arrestations de masse, l'arsenal utilisé, les blessures et le manque d'aide aux personnes blessées;
- Questionner les interventions politiques du gouvernement, à la fois publiques (déclarations dans les médias) et internes (directives et communications entre des ministres et la police);
- Questionner les abus de droit: profilage politique (« carrés rouges »), fouilles abusives, détentions abusives, utilisation arbitraire de différents types de contravention, adoption en urgence de nouveaux règlements municipaux limitant le droit de manifester, recours à la loi antiterroriste, etc.;
- Permettre aux victimes de violations de droits d'obtenir une réparation et obliger les responsables des abus à répondre de leurs actes devant la société et la loi;
- Évaluer la possibilité de créer une instance indépendante et civile de surveillance des opérations policières.

[Lien vers la déclaration](#)

**Contacts :**

Lysiane Roch  
Ligue des droits et libertés  
514-715-7727